

L'AMI DU PEUPLE,  
OU  
LE PUBLICISTE PARISIEN,  
JOURNAL POLITIQUE ET IMPARTIAL,

Par M. MARAT, auteur de l'Offrande à la patrie,  
du Moniteur, du Plan de constitution, &c.

*Vitam impendere vero.*

Du Jeudi 17 Mars 1791.

Suites funestes du decret porant suppression  
des jurandes. — Dispositions vexatoires  
du decret portant etablissement du droit  
de patente. — Affreuse surcharge d'im-  
pôts depuis la révolution.

J'ai fait voir que la liberté sans bornes, accor-  
dée à tous les citoyens d'exercer l'état qu'il leur  
plaît, et de (1) cumuler toutes les professions sans  
être tenus à faire preuve de capacité, doit infail-  
liblement entraîner la chute des arts, des ateliers,  
des manufactures, du commerce, et consommer la  
ruine de l'état. J'ai fait voir qu'au lieu d'abolir

(1) Je n'entends point par cumulation de métiers  
la réunion de ceux qui concourent à la fabrication  
d'un instrument, et d'un outil; qui ne peuvent  
jamais être bien exécutés qu'autant que l'artiste en  
fait fabriquer toutes les pièces sous ses yeux: ainsi  
un faiseur d'instrumens de physique, et d'optique,  
doit avoir dans ses ateliers, fondeurs, tourneurs  
en cuivre, en ivoire et en bois, lunetiers, &c.

les jurandes, l'assemblée auroit dû en corriger les abus, leur ôter toute espèce de juridiction; le privilège de saisir et de vexer ceux qui ne sont pas reçus, mettre la maîtrise à bas prix, et au profit seul du trésor public, assujettir les élèves à un apprentissage rigoureux, astreindre les compagnons à travailler trois ans chez un maître avant de pouvoir s'établir pour leur compte et au bout de ce terme fournir à tous ceux qui auroient montré une bonne conduite les moyens de former un établissement. Mais ces vœux sages et bienfaisants étoient loin du comité de constitution : il ne s'est occupé qu'à accrocher de l'argent aux citoyens qui exercent quelque profession lucrative et qui sont en état de payer, sans se mettre en peine de ce que deviendroient les arts et le commerce; puis fixant uniquement ses regards sur le produit d'une première rentrée dans le trésor public, il ne s'est pas même douté que ce sot règlement put tarir un jour la source de l'abondance.

Mais voyons si en le faisant, il a même respecté la justice.

» IV. Les particuliers qui ont obtenu des maîtrises, ceux qui exercent des professions, en vertu de privilèges ou brevets; remettront au commissaire, chargé de la liquidation de la dette publique, leur quittance de réception, pour être procédé à la liquidation des indemnités qui leur sont dues, lesquelles indemnités seront réglées sur le pied des fixations de l'édit du mois d'août 1776, et autres subséquens, et à raison des sommes versées au trésor public, sous les déductions ci-après déterminées ».

» V. Les citoyens reçus dans les maîtrises et jurandes, depuis le premier avril 1790, seront remboursés de la totalité des sommes versées au trésor public ».

Fausse affiche d'équité, ou plutôt raffinement de tartufferie. Les faiseurs de décrets savent très-

Il étoit absurde d'avoir fait de ces branches diverses tant de différentes maîtrises : et plus encore d'avoir fait de l'optique et de la friperie des académies, et de la maîtrise de miroitiers.



bien que l'incertitude de la tournure que prendroient les affaires, et l'espece d'anarchie qui regnoit, ont empêché qu'il y eût une seule réception, dans le royaume entier.

» A l'égard de ceux dont la réception est antérieure à l'époque de 4 années, il leur sera fait  
» déduction d'un trentième par année de jouissance;  
» cette déduction néanmoins ne pourra s'étendre  
» au-delà des deux tiers du prix total ».

Voilà une injustice criante, ou plutôt un vol manifeste; car la jouissance est bien payée et au-delà par l'intérêt de la somme qu'ils ont payée; puisque les veuves des maîtres jouissent toute leur vie, du privilège de leurs maris défunts.

» VI. Les syndics des corps et communautés,  
» d'artisans et marchands, seront tenus de fournir  
» leur compte de gestion aux municipalités, lesquelles les vérifieront, et formeront l'état général des dettes actives et passives de chaque communauté; ledit état sera envoyé aux directoires  
» de district et de département, qui, après vérification, le feront passer au commissaire du roi,  
» chargé de la liquidation de la dette publique ».

» VII. Les fonds existans dans les caisses des différentes corporations, seront versés dans la  
» caisse du district, qui en tiendra compte à celle  
» de l'extraordinaire; les propriétés, soit mobilières, soit immobilières desdites communautés, seront vendus dans la forme prescrite pour l'aliénation des biens nationaux, et le produit desdites ventes sera pareillement versé dans la caisse  
» de l'extraordinaire ».

Voilà l'auguste assemblée marchant sans pudeur sur les traces des ministres de l'ancien régime, et s'emparant des caisses particulières des corporations, comme faisoient Terray et Calonne.

» VIII. A compter du premier avril prochain;  
» il sera libre à tout citoyen de faire tel commerce,  
» ou d'exercer telle profession, art ou métier qu'il  
» trouvera bon, après s'être pourvu d'une patente,  
» et en avoir acquitté le prix suivant les taux ci-après déterminés, et en se conformant aux réglemens qui pourront être établis ».

» IX. » Tout particulier qui voudra se pourvoir  
» d'une patente, en fera, dans le mois de décem-

» dire de chaque année, à la municipalité de son  
 » domicile, sa déclaration, laquelle sera inscrite  
 » sur un registre à fourche. Il lui en sera délivré  
 » un certificat qui contiendra son nom et la valeur  
 » locative de son habitation. Il se présentera ensuite  
 » chez le receveur de la contribution mobilière,  
 » auquel il payera le prix de la patente, suivant le  
 » taux ci-après fixé; ce receveur lui en délivrera  
 » quittance au dos du certificat et de la quittance,  
 » qui seront déposés et enregistrés aux archives du  
 » district; il lui sera délivré au secrétariat du di-  
 » rectoire la patente pour l'année suivante.

X. » Ceux qui voudront exercer une profession, art  
 » ou métier quelconque pendant la présente année,  
 » seront tenus de se présenter à leurs municipalités  
 » avant le premier avril prochain, et de remplir les  
 » formalités prescrites par les articles précédents:  
 » sont exceptés du présent décret les cultivateurs  
 » ou propriétaires, pour la vente de leurs bestiaux,  
 » denrées ou productions, autres néanmoins que les  
 » vins ou boissons qui seront vendues à pinte et à pot.

Voilà bien l'expédient le mieux calculé pour ré-  
 volver tous les citoyens qui exercent les beaux arts  
 et les professions libérales, les chimistes, les chi-  
 rurgiens, les médecins, les avocats, les graveurs,  
 les sculpteurs, les architectes, les peintres, les mu-  
 siciens, les démonstrateurs et professeurs d'une  
 science quelconque qu'on honore en tous lieux et  
 qui aimeront mieux cent fois désertir leur patrie,  
 que de se ravalier chaque année à valeter plusieurs  
 jours pour prendre une licence d'exercer leurs talens.  
 Rien de mieux pour faire de la France un désert,  
 en la replongeant dans la barbarie. Quel peut avoir  
 été le but du comité vénal de constitution? Reduire  
 au désespoir les citoyens qui ont de l'ame et les  
 forcer de demander eux mêmes le rétablissement de  
 l'ancien régime.

XII. » Le prix des patentes annuelles pour tous  
 » les commerces, arts, métiers et professions est  
 » fixé, sous les exceptions ci-après, à raison du prix  
 » du loyer, ou de la valeur locative de la maison,  
 » ateliers et boutiques de ceux qui les demande-  
 » ront, et dans les proportions suivantes.  
 » 2 sols pour liv. du prix du loyer jusqu'à 400  
 » liv., 2 sols 6 deniers pour liv., depuis 400 liv.



» jusqu'à 800 liv, et 3 sols, pour liv. au-dessus de  
» 800 liv.

Impôt onéreux et vexatoire ! Quoi, pour exercer ses talens, un artiste ou un manufacturier qui a un loyer énorme, de 4 à 5 mille livres par exemple, sera obligé de payer 600 ou 750 liv. de licence annuelle !

Art XIII. » Toutes personnes, autres que les  
» apprentifs et compagnons, exerçant quelque profession, art ou métier quelconque seront assujetties  
» aux droits de patentes et aux conditions prescrites c-dessus.

» Ne seront point compris dans la présente disposition les fonctionnaires publics pourvu qu'ils n'exercent point de professions, arts ou métiers, ni ceux qui ne payent point la taxe de trois journées de travail.

Voilà de belles graces, sans doute ; mais à quel titre les apprentifs et les compagnons payeroient-ils un droit de maîtrise. La dispense est donc dérisoire, de même que celle des citoyens qui ne possèdent rien.

Art. XIV. » Les boulangers, qui n'auront pas  
» d'autre commerce ou profession, ne payeront que la moitié du prix des patentes, réglé par l'article XII du présent décret.

Le métier de boulanger est le meilleur de tous, c'est le seul qui va toujours, et toujours de même : à cet égard il auroit dû être le plus imposé, à quel titre jouit-il d'une dispense ?

XVII. » Les particuliers qui voudront réunir à leur commerce, métier ou profession, celle de marchand de vin, brasseur, limonadier, distillateur, vinaigrier, marchand de bière ou de cidre, aubergiste, hôtellicr, traicteur, restaurateur ; ceux même qui n'exerceront que les professions ci-dessus dénommées, acquitteront le prix des patentes sur le pied ci-après ; savoir 3 sols 6 deniers pour livre du prix du loyer jusqu'à 400 livres. 4 sols 6 deniers depuis 400 jusqu'à 800, et 5 sols depuis 800 livres, sans que le prix de la patente puisse être moindre de 30 livres pour les marchands de vin, de ville ou de campagne dont le loyer est au dessous de 200 livres. Affreuse vexation exercée contre les états les moins favori-

sés de la société, pour les pousser à la révolte. Quoi, un pauvre diable de gargotier ou d'hôtelier de fauxbourg, qui gagne à peine de quoi vivre, payera proportionnellement trois fois plus de licence qu'au boulanger qui fait toujours fortune au bout de quelques années ! Le univers a-t-il en quelque apparence de justice : mais nos faiseurs de décrets la connoissent-ils ?

XIX. » Les particuliers qui exerceront la profession de colporteur dans les villes, campagnes, » foires ou marchés, ser-nt tenus de se pourvoir » de patente, après avoir rempli les formalités pres- » crites : la prix en sera fixé suivant les proposi- » tions de l'article XII ; mais il ne pourra être au- » dessous de 10 livres pour les marchands portant » la balle, de 50 livres pour ceux qui emploieront » à leur commerce un cheval ou autre bête de somme ; » et 80 liv. pour une voiture, quand même le prix » du loyer de leur domicile établroit une pro- » portion inférieure. Lesdits colporteurs ou mar- » chands forains seront tenus, lorsqu'ils en seront » réquis, de justifier de leur domicile, et de leur » taxe mobilière et d'habitation, même de repré- » senter leur patente aux officiers municipaux des » lieux où ils exerceront leur commerce.

XX. » Il sera alloué un sol pour liv. sur le prix » de chaque patente au profit de la caisse de la » commune, laquelle rétribution sera acquittée ju- » qu'à concurrence, à l'acquit de ses dépenses par- » ticulières : les officiers municipaux tiendront la » main à ce qu'aucun particulier ne s'immisce dans » l'exercice des professions assujetties à des patentes » par le présent décret, sans avoir rempli les for- » malités prescrites, et avoir acquitté le droit.

Vexations revoltantes au suprême degré ! com- ment, ce sera toujours sur le malheureux que tom- bera tout le fraix des impôts. Qui ignore qu'un pauvre diable de marchand ne colporte dans les cam- pagnes et dans les foires, que par ce qu'il ne trouve rien à gagner dans les villes ! Le voilà pourtant assujetti à une licence deux fois, trois fois, qua- tre fois plus onéreuse que le citadin sans compter les contributions éternelles d'un vingtième que le- veront sur lui les municipaux de tous les lieux où il ouvrira sa balle.



XXI. » Tout particulier et colporteur qui fera le  
 » commerce, ou exercera une profession, art ou  
 » métier quelconque, sans avoir rempli les forma-  
 » lités prescrites et s'être pourvu de patente, sera  
 » condamné à une amende quadruple du prix fixé  
 » pour la patente dont il auroit dû se pourvoir.  
 » Lesdites amendes seront payées entre les mains  
 » du receveur de la contribution mobilière, lequel  
 » en versera moitié dans la caisse de la commune;  
 » pour être appliquée à ses dépenses personnelles;  
 » et chargera en recette de l'autre moitié pour en  
 » compter au trésor public ».

Horrible règlement, qui renouvellera parmi nous  
 toutes les vexations inquisitoriales du fisco; laissez  
 faire les corps administratifs, de la manière qu'ils  
 sont organisés; de sang-sues publiques que la bien-  
 faisante assemblée nous a données pour nous dévo-  
 rer tous vivans.

Il est tems de jeter un coup d'œil sur la multi-  
 tude d'impôts dont elle vient d'écraser les citoyens;  
 après s'être emparée du bien (1) des pauvres, pour  
 payer les sottises entreprises du gouvernement, les  
 vols des agens ministériels, le faste scandaleux, le  
 jeu, les profusions de tous les individus de la fa-  
 mille royale; les esroqueries des favoris, les pro-  
 digalités des dissipateurs en place, et les créanciers  
 simulés de l'état. Que dis-je? après avoir levé à  
 main armée pour faire face aux anciennes dilapi-  
 dations du gouvernement une contribution dite vo-  
 lontaire et patriotique du quart de revenu des ci-  
 toyens, pour faire face aux nouvelles dilapidations;  
 on lèvera encore forcément d'abord deux ou trois  
 vingtièmes de leur revenu foncier; deux ou trois ving-  
 tièmes de la valeur de leur mobilier; deux ou trois ving-  
 tièmes du prix de leur logement personnel, et deux,  
 trois, quatre, cinq vingtièmes du prix de loyer des  
 maisons, boutiques, magasins, destinés à l'état qu'ils  
 exercent. Impôts accablans, dont jamais horde d'es-  
 claves ne fut écrasée, et dont les classes les moins  
 aisées de la France régénérée supporteront la plus  
 lourde partie.

Ainsi pour le rare avantage de rêver que nous  
 sommes libres; pour le bonheur indicible de don-

(1) Ceux de l'église.

ner notre voix aux frippons destinés à nous dépouiller et à nous vexer ; pour la gloire insigne de patiner en habit bleu jour et nuit dans la crotte, de courir à l'ordre de nos maîtres mettre par-tout le holà, et de voler à la défense des scélérats qui machinent continuellement notre perte : enfin pour l'honneur de consacrer à la société nos travaux, nos recherches, nos talens, nous allons être réduits à manquer de pain. Les peres conscrits, que nous payons pour assurer notre liberté, et qui nous vendent pour nous remettre aux fers, ne cessent de travailler à nous réduire à la besace en nous écrasant d'impôts : encore pour lever ces impôts, quel valetage, quelle perte de temps, quelles perquisitions inquisitoriales ! C'est peu que de nous forcer d'aller de bureaux en bureaux présenter déclaration de nos biens, de nos moyens, de nos espérances, faire vérifier nos titres, produire nos quittances, reciter nos certificats ; une horde de commissaires municipaux aura le droit de venir à toute heure nous distraire de nos occupations, troubler nos plaisirs, nous arracher au sommeil pour se faire ouvrir nos appartemens, fouiller dans nos armoires, nos bureaux ; inventarier nos meubles, trousser nos femmes sous nos yeux, et conter leurs jupons.

O comble de servitude, d'infamie, de prostitution ! Quels scélérats assez perfides ont pu faire des loix aussi atroces ! Quels hommes assez lâches pourroient s'y soumettre ? Oui, un Turc, un Algérien, un Arabe aimeroit mille fois mieux la mort. Cependant vous les recevrez en silence et avec respect : citoyens stupides, et vous gardes nationaux plus stupides encore, vous prêterez vos bras pour en assurer l'exécution. Ah ! n'accusez plus l'ignorance, la crapule, la bassesse, les vices, la scélératesse des peres conscrits, ils eussent tremblé de vous outrager de la sorte, si vous aviez montré un grain de courage, un grain de bon sens. Ce sont votre impécillité, votre lâcheté qui vous ont remis aux fers, et qui consommeront votre ruine. Eternels badauts, de quelles épithètes ne vous accablerois-je pas, dans les transports de mon désespoir, si j'en connoissois de plus humiliantes que celle de Parisiens ?

MARAT, l'ami du peuple.

DE L'IMPRIMERIE DE MARAT.